

6

Double échec économique du passé, espoirs pour l'avenir

par Alejandro V. Lorca

Le Maghreb, une bombe à retardement

Dans un document présenté à ses collègues à Bruxelles par le ministre espagnol des Affaires étrangères, M. Fernández Ordoñez, celui-ci qualifie la situation du Maghreb de bombe à retardement qui peut être désactivée par la Communauté européenne (CE). De toutes les frontières de l'Europe, la frontière sud est devenue, selon ce document, la plus vulnérable. Le ministre attire l'attention de ses collègues de Bruxelles sur le Maghreb pour éviter que celui-ci ne soit oublié dans l'enthousiasme de leur marche vers l'Est.

Le document présente un concept de conflit que nous pourrions qualifier d'intégré. Il ne s'agit plus simplement de menaces militaires, qui existent en Méditerranée, mais de celles qui se font sentir dans le domaine de l'économie et des comportements sociaux. Ce conflit n'est pas nouveau, mais la confrontation Est-Ouest l'avait dissimulé. Dans cet exposé, nous analyserons les aspects économiques qui engendrent cette menace en Méditerranée occidentale, menace problématique pour la frontière sud de la CE, et en fait, comme l'affirme à juste titre M. Ordoñez, sa frontière la plus vulnérable. Nous analyserons également la dynamique d'aggravation du processus et les efforts qui sont déployés pour le freiner.

Les deux rives de la Méditerranée occidentale (1) se trouvent dans une situation économique très inégale. Les pays de la rive nord, c'est-à-dire, les pays méditerranéens de la CE, représentent 88 % du PNB méditerranéen et jouissent d'échanges commerciaux nationaux très actifs qui correspondent à près de 90 % des échanges de la région, leurs exportations se montant à 89 % et leurs importations à 85 % (2). Les pays du Maghreb, quant à eux, représentent 4 % du PNB méditerranéen, leur commerce extérieur se fait avec le Nord à raison de 70 % en moyenne, alors que les échanges intramaghrébins ne représentent que 2 %. Les échanges avec le Maghreb ne constituent que 4 % des échanges de la CE. Ces chiffres montrent clairement qu'il existe une situation de dépendance asymétrique du Maghreb vis-à-vis de la CE. La France, l'Espagne et l'Italie sont les principaux fournisseurs du Maghreb.

La dette, causée par une balance commerciale chroniquement déficitaire, pèse très lourdement sur ces pays. La pénurie alimentaire est une des causes de ce déficit. L'Algérie doit consacrer 35 % de ses recettes de vente de pétrole à l'importation de denrées alimentaires. Cette situation s'aggrave d'année en année en raison de la croissance démographique annuelle qui dépasse 3 %. Les taux de couverture sont en baisse constante. Les dépenses affectées à la défense sont un des facteurs qui expliquent l'augmentation du déficit. Le Maghreb ne produit que 40 % des céréales qu'il consomme. Cette situation provoque à son tour une dépendance financière vis-à-vis de la CE. La Banque européenne d'investissements (BEI) consacre 46 % de ses financements à la région, plus que ce qu'elle ne verse aux pays ACP. Les envois d'argent des émigrés, en baisse depuis quelque temps, et le tourisme, deux flux financiers régulateurs, ne suffisent cependant pas à rééquilibrer la balance des paiements. En outre, la rive sud est en concurrence, sur les marchés de la CE nord, avec les pays méditerranéens de la CE eux-mêmes, dans le domaine de l'agriculture, grâce aux produits méditerranéens ; dans l'industrie, grâce aux textiles ; et pour les services, grâce au tourisme. Enfin, l'homogénéité du climat et

(1) Nous entendons par rive nord, l'Italie, la France, le Portugal et l'Espagne, et par rive sud, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. La rive nord est constituée par ce que nous appelons les pays communautaires méditerranéens (nous incluons la Grèce dans cette analyse), et la rive sud par le petit Maghreb. Nous établissons cette division géographique dans la mesure où la Mauritanie fait partie des pays ACP de la CE, et où la Libye n'a pas d'accords avec Bruxelles.

(2) Ces chiffres émanent des Nations unies (1990).

du sol méditerranéens rend la structure de production de ces pays « non complémentaire » puisqu'ils produisent des biens similaires.

Le chômage avoisine les 40 %. 65 % de la population a moins de 25 ans. La croissance économique, bien qu'importante, est incapable d'absorber les nouvelles arrivées de jeunes sur le marché du travail tous les ans. Le dynamisme de l'émigration rurale vers les villes déclenche un processus social qui fait de plus en plus pression sur la stabilité sociale. La croissance urbaine est démesurée, les quartiers marginaux se multiplient. L'échec économique des gouvernements devient manifeste et la population marginalisée apparaît comme le meilleur des bouillons de culture de l'islamisme et de l'instabilité sociale. La seule solution est l'émigration vers le Nord, ce qui exerce une énorme pression politique et sociale sur la frontière sud de la CE et les sociétés qui vivent sur cette frontière, où les immigrés se trouvent marginalisés. Le problème est aggravé par le renversement de la balance démographique méditerranéenne, annoncée par les Nations unies pour l'an 2025. Tout au long de son histoire, c'est la population de la rive nord qui a dominé, alors que la rive sud, en 1990, représentait à peine 35 % de la population. Or, cette balance s'inverse de plus en plus rapidement. Au Nord, la population vieillit et le Sud, très bientôt, regroupera 60 % de la population méditerranéenne. La population qui, en 1992, est de près de 110 millions d'habitants pour la rive sud pourra passer à près de 300 millions d'ici l'an 2025. A cette date, la rive nord comptera moins de 200 millions d'habitants. Le Nord commence à prendre conscience de ces phénomènes qu'il perçoit comme des menaces. Cette perception peut s'avérer pernicieuse et pourrait voir la confrontation Est-Ouest remplacée par une confrontation Nord-Sud. Ainsi, pour l'Europe, l'Est deviendrait une zone de coopération et le Sud, une zone de friction. Cette position marginaliserait le Sud.

Pour réagir à cette situation, ces pays, avec la Mauritanie et la Libye, ont créé en 1989 l'Union du Maghreb arabe (UMA). C'est un fait très positif en soi, bien que la voie soit semée d'obstacles : différends à propos des frontières, thème du Sahara, islamisme, différences de conception en matière de politique économique, différences de régime politique.

Les différences économiques entre les deux rives, illustrées par les disparités des revenus per capita de l'Espagne, 10 000 dollars, et du Maroc, 900 dollars, ne tendent pas à se réduire, mais bien au contraire, comme nous le verrons plus tard, à se creuser. Il est vrai que les différences entre les pays de l'UMA sont importantes ; en Algérie par exemple, le revenu per capita est de 2 700

dollars, et il faudrait qu'une convergence s'effectue au niveau interne. Si l'on ajoute à cela l'émergence de l'islamisme radical (3), non seulement en Algérie avec le triomphe électoral du FIS, mais aussi en Tunisie et au Maroc, on ne s'étonnera pas que le ministre espagnol qualifie la situation de « bombe à retardement ».

L'irritante obstination des chiffres : vers une amplification des écarts économiques

On pourrait penser qu'après les politiques de développement mises en œuvre par le Maghreb et l'aide dont il a bénéficié, la dynamique économique tende vers une convergence économique. Cependant, les chiffres s'obstinent à démontrer le contraire et il ne sera pas facile d'inverser le processus. La CE elle-même est aujourd'hui engagée dans une tentative de convergence économique interne qui s'avère difficile et coûteuse. Faisons maintenant état des chiffres qui illustrent le processus de divergence que nous avons évoqué.

En 1960, le revenu réel per capita des pays développés était de 5 501 contre 556 dollars dans les pays en voie de développement, et 227 dollars dans les pays les moins développés (4). En 1990, ces chiffres étaient passés respectivement à 12 490, 980 et 240 dollars. En 1960, le pays le plus pauvre était la Chine ; en 1990, c'étaient les pays sub-sahariens. Les chiffres, en pourcentage des économies les moins développées par rapport aux économies développées, avaient chuté de 10,1 à 7,8. Si les différences entre les revenus réels per capita des pays développés et ceux des pays moins développés étaient déjà énormes en 1960, elles ont encore augmenté en termes absolus et en termes relatifs entre 1960 et 1990. En termes absolus, elles ont doublé pendant les trente dernières années. En 1960, le revenu réel moyen per capita des pays développés était 9 fois supérieur à celui des pays en voie de déve-

(3) Nous emploierons le terme d'islamisme radical pour désigner l'application de politiques de revitalisation des croyances religieuses islamistes actuellement. Les critiques qui pourront être formulées ne s'adressent pas aux mouvements religieux qui apparaissent dans toutes les religions monothéistes, mais à la manipulation de ces sentiments religieux dans le but d'obtenir le pouvoir politique.

(4) Ces chiffres émanent des statistiques du *Department of International Economics and Social Affairs* des Nations Unies.

loppement et 24 fois supérieur à celui des moins développés. Ces chiffres sont passés à 13 et 52 respectivement, en 1990. On ne peut extraire des statistiques qu'une seule donnée positive : le taux de croissance des inégalités de revenu semble avoir connu un ralentissement pendant les années 80.

En ce qui concerne l'Afrique du Nord, son revenu per capita en 1960 était de 590 dollars. En 1990, ce chiffre était passé à 1 400 et les projections pour l'an 2000 indiquent une somme de 1 710 dollars, ce qui correspond à 7 fois moins que le revenu européen. Quant aux moyennes pour la Méditerranée, en 1960 le revenu était de 924 dollars et de 2 200 en 1990. On prévoit un chiffre de 2 600 dollars pour l'an 2000. Le taux de croissance est inférieur à celui des pays développés.

Il n'est pas facile de répondre à la question de savoir pourquoi les pays asiatiques et ibéro-américains sont parvenus à se développer et pourquoi, au contraire, le monde arabe n'en a pas été capable, malgré la proximité d'un des marchés au plus grand potentiel mondial, la CE. Il serait hors de propos d'analyser ici cette question (5), mais nous pouvons indiquer quelques facteurs qui expliquent ce phénomène : le concept d'État selon l'Islam, caractérisé par un fort interventionnisme qui rend difficile le fonctionnement du marché, le concept de propriété quelque peu ambigu et l'instabilité politique et sociale qui détournent les flux de capitaux de ces pays.

Si l'on effectue les calculs selon les projections à l'an 2000 des Nations unies, les résultats ne sont guère meilleurs. La croissance moyenne des pays développés est de 2,6 % par an, de 2 % pour les pays en voie de développement et de 1,1 % pour les pays les moins développés. Les différences absolues de revenu réel per capita passent de 11 510 dollars en 1990 à 14 930 en l'an 2000. Aussi bien en termes relatifs qu'en termes absolus, les différences projetées augmentent pendant la dernière décennie de ce siècle, et ceci selon les hypothèses les plus optimistes.

Mathématiquement parlant, pour que les différences absolues ne diminuent pas en entamant un processus de convergence, mais se maintiennent simplement au même niveau, il faudrait que la croissance des pays moins développés soit supérieure à celle des pays développés dans la même proportion que le revenu réel per capita de ces derniers excède celui des premiers. D'un point de vue quantitatif, cela signifie que, comme le revenu des pays déve-

(5) A. Lorca, *Las características de las economías árabes*, ICE, Madrid (parution prochaine).

loppés a été 13 fois supérieur à celui des pays en voie de développement en 1990, le taux de croissance de ces derniers devrait être de 34 % par an (13 fois 2,6 est à peu près égal à 34) pour que la différence de revenu réel per capita entre pays développés et pays en voie de développement reste constante pendant la dernière décennie de ce siècle. C'est de l'utopie pure ! Quant au groupe des pays les moins développés, les projections sont encore pires (6).

Si l'on ajoute les taux de croissance de la population, la situation justifie bel et bien que l'on soit pessimiste. Les chiffres s'entêtent à nous montrer que les différences entre les revenus vont aller en augmentant. Il est vrai que, prise isolément, la croissance du revenu des pays du Maghreb, 4 %, indique une amélioration absolue remarquable du point de vue du revenu lui-même, du bien-être, de l'espérance de vie, des taux de scolarisation, etc. Toutefois, la fragilité de leurs systèmes rend ces pays très sensibles aux crises du système économique mondial.

On a cherché à compenser ces inégalités par le biais de transferts des pays développés vers les pays en voie de développement ou moins développés. La moyenne fixée comme objectif était de 1 % du PNB des pays développés. Or, le chiffre réel est inférieur à 0,5 %. A titre d'exemple, nous citerons quelques chiffres qui se rapportent à la région méditerranéenne.

Coopération économique : la CE et la Méditerranée

La CE n'a pu ignorer l'évolution des idées en matière de développement que l'on trouve dans la littérature économique, pas plus que les méthodes imposées par les « croyances économiques du moment ». Ainsi, le libéralisme économique, aujourd'hui, s'est dressé en vainqueur absolu ; le marché impose sa rationalité, sacrifiant tout à l'efficacité : s'il n'est pas efficace, si l'on ne produit pas, il n'y a rien à distribuer. Or ne rien distribuer ne résout pas le problème, nous dit-on. Penser à autrui, nourrir des sentiments humains revient aujourd'hui trop cher. Personne ne peut actuellement se permettre le luxe d'agir en vertu de la bonne conscience ; en outre, l'état de bien-être a échoué. En dépit de cela, le problème du déve-

(6) A. Salvatore, *Ethics and Increasing International Income Inequalities*, JRP, vol. 11, juillet/déc. 1991.

loppement et la croissante inégalité économique entre les pays sont sans doute une des préoccupations majeures des techniciens, des responsables politiques et des institutions. Il existe un souci grandissant de résoudre le problème de l'accroissement continu des différences qui séparent les riches et les pauvres, du Nord au Sud. Cette préoccupation remet le problème entre les mains du libéralisme. Le marché fait loi, c'est la seule solution aux problèmes. Il faut agir avec la tête, il faut rationaliser le système économique. Or, ce raisonnement n'est pas sans contradictions.

Le positivisme logique, la rationalité économique du court terme dictent les décisions des responsables politiques et des économistes depuis les années 50. L'économie a justifié cette approche grâce aux bénéfices qui rejaillissent sur la société. La société de consommation, l'augmentation du niveau de vie et du bien-être sont des réalités indéniables et prouvent que cet utilitarisme que défend l'économie est rentable et offre des avantages matériels.

Bien sûr, ce système n'est sans failles et c'est ici qu'interviennent le social et le politique : les droits de l'homme doivent passer au premier plan et il faut sauvegarder la démocratie face aux dangers de la technocratie et de la bureaucratie. C'est là une critique que l'on pourrait adresser aux programmes d'ajustement structurel fixés par le FMI. Il est vrai que les techniciens qui ont tendance à déshumaniser l'économie en oubliant ses buts ultimes, qui ne sont autres que ceux de l'homme, affirment que les politiques du Maghreb et la faiblesse de leur système ne permettent pas de grandes concessions dans l'application de politiques économiques. Preuve en est la Politique méditerranéenne renouvelée (PMR) de la CE qui, dans les protocoles du 4^e accord, récemment, a prévu l'allocation de crédits pour le financement de modifications structurelles qui doivent à l'avenir réduire les coûts sociaux des ajustements. L'interdisciplinarité, l'intégration de points de vue différents et de divers domaines scientifiques s'imposent, mais cela ne suffit pas ; encore faut-il accroître les moyens, orienter le discours vers les buts et s'engager vers le plan éthique (7). Il convient de rendre compatibles le langage scientifique et le langage symbolique, la réalité et l'utopie. Pour l'économiste néoclassique, cela revient à se placer dans le domaine néoscientifique. Le discours sur les buts et les valeurs n'a pas sa place lorsqu'on parle en termes d'exactitude et d'efficacité. On ne peut se résigner à être prisonnier de

(7) J.M. Artadi, *Razón económica y razón ética*, Cuadernos F.S., Ed. Sal Terrae, Madrid, 1990.

l'irrationnel. Les sciences de l'homme, si elles veulent demeurer humaines, doivent sacrifier la rigueur à la globalité et à la liberté. Ce qu'on perd en exactitude, on le gagne en perspective d'humanité (8). Selon N. Birnbaum, nous courons le risque de perdre la trace de l'homme. C'est donc ici qu'il faut introduire l'éthique avec les buts ultimes de l'économie avec sa raison qui n'est autre que la raison de l'« autre », qui exige des prises de responsabilité et décentralise notre égossystème, celui du « moi », placé au-dessus de tout.

Lorsque l'économie prend des décisions, celles-ci doivent être rationnelles et scientifiques. Elle exige pour ce faire une optimisation de l'utilité et des bénéfices. La liberté se trouve pour ainsi dire abolie et les lois du marché s'imposent de manière irréfutable. Ainsi, notre monde est le produit d'une économie dominante et envahissante. Il faut se rendre au besoin d'efficacité d'un marché érigé en dieu. Le progrès d'aujourd'hui a été rendu possible par l'accumulation de capital médiatisé par l'argent. Mais l'argent peut devenir une fin en soi, alors qu'il n'est qu'un moyen. Nous sommes en train de passer d'une ère économiste à une ère financière. Le monde moderne est le produit de la raison et de la liberté. La raison devient scientifique, technique, économique. La liberté devient libéralisme et droits du citoyen. Une raison et une liberté entièrement individualistes qui nient l'« autre ».

Tout cela est l'héritage des années 30. La crise a imposé la tyrannie du court terme. « A long terme, nous sommes morts », déclarait Keynes. Il faut penser en termes de raison économique, de moyens. Le long terme, les buts vers lesquels nous nous dirigeons sont oubliés. Les problèmes doivent être résolus à court terme. On a ainsi oublié Malthus, Schumpeter, Machlup et Hirschman. On a oublié l'interdisciplinarité, les écosystèmes, les solutions intégrées, c'est-à-dire les buts ainsi que l'éthique. Il faut aujourd'hui y revenir, rendre compatibles le court et le long terme, les moyens et les buts. Il faut dialoguer, écouter et lire l'autre, plus que discuter et argumenter. Il faut comprendre ses problèmes et ses motifs. Non pas tenter de le convaincre et de l'apaiser. Il faut s'approcher de lui, non pas l'éloigner de nous. Il faut démonter le système qui repose sur le « moi » et penser à « l'autre ».

« L'autre », du point de vue du développement économique, c'est le pays moins développé. Si nous y appliquons la loi du marché pur et dur, si nous pensons et agissons uniquement en termes d'efficacité, nous défendrons la politique des ajustements structurels du

(8) Salvatore, *op. cit.*

FMI. L'idéologie des moyens. Le conflit demeure « Pourquoi aider l'autre, s'il y a de la misère chez moi ? ». C'est le problème de l'élu politique qui dépend du vote du citoyen. Le problème, dès lors, est celui de l'éthique du citoyen qui vote et qui doit comprendre que cette même éthique exige qu'il aide l'autre et qu'il ne doit pas voter pour un candidat qui n'appliquerait pas ce principe.

Une contradiction apparente se dessine entre la théorie et la pratique. La CE est consciente du besoin de développer le Maghreb et l'on pourrait arguer que c'est pour des motifs égoïstes. Cette argumentation rapprocherait la politique de la philosophie smithienne du marché et de la pensée économique néoclassique. Dans la pratique, les gouvernements doivent être cautionnés par les suffrages et le citoyen ne saisit pas très clairement pourquoi il faut aider « l'autre » alors que c'est « moi », c'est « nous » qui avons besoin d'aide pour éradiquer la pauvreté et le chômage en Europe. Naturellement, le problème réside dans l'éthique individuelle du citoyen européen absorbé par ses problèmes matériels, caractérisé par un égoïsme excessif et le rejet de l'autre.

Les gouvernements pourraient toutefois s'efforcer de le convaincre que les révoltes au Maghreb ne sont pas favorables à la CE. Un système de prix subventionnés pour les produits de base entraîne une débauche de consommation qui doit être palliée par des importations qui alimentent la dette. Cette politique ne peut être pratiquée à longue échéance, car les pays sont incapables de payer la dette qu'ils contractent. C'est alors qu'intervient le FMI en imposant sa discipline : suppression des subventions et hausse des prix. Les répercussions sur une population à faibles revenus sont énormes, puisque les prix des aliments de base augmentent considérablement. Cela entraîne des révoltes sociales, des tensions dans la rue réprimées ensuite par les forces de sécurité et l'armée. Cette situation qui accélère l'émigration vers l'Europe et déstabilise les régions du Maghreb en fournissant des voix supplémentaires à l'islamisme radical, a des effets négatifs sur la CE. Il ne serait pas difficile d'en convaincre les Européens, et c'est ce qu'a tenté de faire, en partie, la CE, moyennant la Politique globale méditerranéenne (PGM), bien que tardivement et dans une mesure insuffisante pour résoudre les problèmes. C'est ainsi que le phénomène Le Pen, non seulement en France mais dans tous les pays communautaires, met en péril cette politique et menace de creuser plus encore le fossé entre les rives de la Méditerranée. Or, si tel était le cas, les conséquences seraient désastreuses pour toute la région.

La Politique globale méditerranéenne

Nous nous contenterons ici de mettre l'accent sur l'insuffisance de l'aide que le monde développé accorde à « l'autre », le monde moins développé (9).

D'après l'analyse de l'aide fournie au Maghreb et au Moyen-Orient par les trois principaux donneurs, la CE, les États-Unis et le Japon (voir annexe, tableaux 1 et 2), on constate tout d'abord une forte oscillation annuelle due aux aides qui ne sont pas toujours liées au développement économique. Il existe aussi une différence entre les deux régions, puisque le Maghreb reçoit à peine 12 % de ce qui est attribué au Moyen-Orient, cet écart n'étant pas justifié par la différence en nombre d'habitants ; il est dû à l'aide accordée par les États-Unis à l'Égypte et à Israël dans le cadre des accords de Camp David.

La CE est la première source d'aide du Maghreb. L'aide communautaire au Maghreb est régie par la Politique globale méditerranéenne renouvelée dont les instruments sont les protocoles financiers. Pour le Moyen-Orient, la principale source d'aide sont les États-Unis, bien que, comme nous l'avons indiqué, l'aide à l'Égypte et à Israël soit majoritaire.

Il est singulier de constater les soldes négatifs des rentrées du Japon, qui indiquent que les flux se sont effectués dans le sens Maghreb-Japon. Cela s'explique par les intérêts payés par le Maghreb sur des prêts accordés antérieurement. Les États-Unis, malgré des flux positifs, ne présentent pas de chiffres significatifs. Il semble qu'on se soit accordé à penser que le Maghreb était le problème de la CE. Les chiffres montrent que l'aide accordée au Maghreb par le Comité d'aide au développement (CAD) est de toute évidence insuffisante.

Si l'on compare l'aide perçue par ces pays à l'aide perçue par les pays de l'Est et celle dont peut bénéficier la CEI, les différences sont énormes. Bien sûr, les circonstances sont aussi très dissemblables, mais il n'est pas moins certain que l'Est, c'est « nous », des personnes de la même culture, de la même religion, alors que le Maghreb ce sont « eux », de culture et de religion différentes. C'est-à-dire qu'au concept de « l'autre » s'ajoutent les différences représentées par « eux », ce qui affaiblit rapidement la volonté d'aider.

(9) Les données émanant de l'OCDE et les critères utilisés sont indiqués en annexe.

Jusqu'ici nous avons procédé à une interprétation du passé, mais qu'en est-il de l'avenir ? Ce sera là l'objet de la dernière partie de cet exposé.

Les efforts de convergence : le dur chemin vers le développement

Le développement économique est l'un de ces concepts dont parlent tous les experts, mais qui signifie sans doute des choses différentes pour chacun d'entre eux. Le développement est un but à atteindre, un objectif de politique économique, il signifie bien-être, voire, si l'on idéalise, bonheur. Pour le Tiers monde, la nourriture, une voiture et un réfrigérateur représentent peut-être bien le bonheur. Pour l'économiste, le développement correspond plutôt à un processus, c'est pourquoi il parle de stratégies pour le développement, et non pas de politique, qu'il semble réserver pour le court terme. La stratégie est un terme plus solide. L'économiste raisonne ainsi dans la mesure où ce sont des changements dans la structure politique et sociale du pays qu'il faut mettre en œuvre. Et c'est précisément ce processus que nous souhaitons aborder, c'est-à-dire la modernisation d'une société.

Les Nations unies se sont engagées dans la réussite du développement du Tiers monde. La Banque mondiale, à la tête d'une série d'autres organismes, en avait fait son objectif dès l'après-guerre. L'Union soviétique, jusqu'aux années 70, affirmait que le sous-développement était la conséquence du capitalisme, et donc que ce n'était pas son problème. L'époque Brejnev ouvrit la politique soviétique sur le Tiers monde, sans pour autant parvenir à l'aider dans son développement économique. L'URSS n'a fait que l'approvisionner en armes pour sa lutte de libération. Pendant les années 50 et 60, nombre de pays ont accédé à l'indépendance par différentes voies. L'indépendance établissait des rapports d'un type nouveau avec les anciennes métropoles ; ainsi, certains des nouveaux États ont opté pour la planification en tant que base de leur système économique. L'Union soviétique, non colonialiste, avait un avantage de départ dans ses relations et sa pénétration dans le Tiers monde. L'Algérie en est un exemple clair. Cependant, l'URSS a été incapable d'aider économiquement et techniquement les nouvelles économies. La solution qu'elles ont adoptée, et qui est fort com-

préhensible, a donné lieu à une situation instable qui les a entraînés vers le chaos économique. La planification, avec sa concentration de pouvoir, cadrerait bien avec les buts politiques de ceux qui détenaient le pouvoir. Ce processus a naturellement, dans un système de parti unique, avec une bureaucratie excessive qui pèse de tout son poids sur le développement, une propension à la corruption et un rôle prépondérant de l'armée. L'Union soviétique n'a fait qu'équiper les armées de ces pays et introduire l'instabilité à leurs frontières qui n'avaient pas été reconnues par les pays voisins. Ce processus a eu un fort impact négatif sur le développement à l'époque et jusqu'aux années 70, alors que les taux de croissance montaient en flèche. Ces pays, empêtrés dans des luttes internes et frontalières, n'en tirèrent toutefois aucun profit.

Dans l'engagement pour le développement, on a tout essayé et peu obtenu. Nous ne souhaitons pas paraître pessimistes, puisque la littérature dans ce domaine reconnaît l'existence de résultats positifs réels. Ce dont nous sommes moins sûrs, c'est qu'ils soient la conséquence des politiques conçues par les gouvernements. Le fait est que l'économie ne dispose pas d'une théorie dynamique de la croissance, c'est pourquoi les actions sont du type « try and see ». Cependant, à en juger par son volume, la littérature économique s'est beaucoup préoccupée de ce thème. Nous proposons ici de donner un bref aperçu historique de l'évolution conceptuelle du développement économique dans les textes et dans la pratique. Les études de Griffin (Griffin K., 1988) sont pertinentes pour notre propos. Cet auteur distingue trois phases que nous adopterons : le nouveau monde de la grande théorie, l'époque dorée de l'expansion globale et le dur réveil.

Le nouveau monde de la grande théorie

On peut faire coïncider cette phase avec la fin de la Deuxième Guerre mondiale en 1945, époque à laquelle les États-Unis font pression pour favoriser le processus de décolonisation. De nouveaux membres des Nations unies apparaissent en Asie et en Afrique, qui doivent faire face à la transformation de leurs économies. De nouvelles institutions telles que la Banque mondiale sont créées. Les programmes de coopération bilatéraux et multilatéraux sont élaborés, alors que l'on prend conscience du problème du sous-développement et du Tiers monde. La théorie de la croissance et celle du développement font leur apparition. Ce sont là des ter-

rains fertiles pour la discussion idéologique et politique. L'économie donne naissance à ce que Shackel a appelé la « décennie de la grande théorie ». Empêché de le faire pendant la guerre, cet économiste ne commence ses travaux que dans les années 40 et 50. Les années 60 seront celles de l'application des théories, l'époque des grands modèles, « la décennie de la vérité ». On peut distinguer des éléments communs aux travaux de cette époque :

— L'accent est mis sur l'aspect économique des problèmes. On ne parle pas de démocratie ni de modernité sociale, mais de croissance économique pure et dure. Il faut d'abord développer l'appareil de production économique, ensuite on aura le loisir de se préoccuper de questions sociales et de valeurs éthiques. On se soucie de la nature de ce processus, on parle de croissance isométrique (égalité du rythme de croissance entre différentes parties) et allométrique (inégalité du rythme de croissance des parties). C'est l'avènement de la théorie du développement, du *big push*. C'est l'époque à laquelle la Banque mondiale décide de financer les infrastructures : transports et énergie sont deux de ses priorités. Il s'agit donc de secouer l'économie du pays : cela est censé suffire.

— L'accumulation de capital est, dès lors, le moteur de l'activité économique. Ainsi, il convient que le taux d'épargne augmente, bien que cela suppose un sacrifice et une hausse de l'investissement pour éviter la stagnation. Or, voilà que se pose le problème du « qui gagne et qui perd », l'essence sociale de l'économique. Cela signifie qu'on impose le coût du processus à une génération pour que la suivante en récolte les bénéfices. L'intensité relative du sacrifice de la première génération retombera sur les classes les plus faibles. C'est ici qu'apparaît l'idée qu'il faut des gouvernements « autoritaires » pour réaliser le développement. Le débat est ouvert : quel est le type de gouvernement le plus adéquat pour atteindre un développement rapide et durable ?

— Naturellement, la planification est nécessaire. Elle ne peut toutefois être centralisée et obligatoire puisque cela reviendrait à établir un régime de style soviétique. La planification indicative n'est obligatoire que pour le secteur public et les libertés individuelles sont préservées dans les décisions économiques. Les plans de développement apparaissent et engendrent les premiers modèles de développement, qui céderont le pas dans les années 60 aux macro-modèles.

— Les plans de développement sont dotés de priorités établies par les responsables politiques. La plus importante d'entre elles est l'industrialisation. Cette politique, fondée sur la création d'infras-

structures autour de quelques noyaux urbains — pôles de développement — entraînent souvent une croissance urbaine rapide, un exode rural et un abandon de l'agriculture.

— Si l'accumulation de capital constitue le moteur du processus, et dans la mesure où un pays sous-développé ne génère pas suffisamment d'épargne pour le *big push*, l'aide étrangère devient nécessaire. Celle-ci prend aussi bien la forme de capitaux que de technologie. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut obtenir un développement rapide. Cette aide provient des États et/ou d'organismes publics internationaux. Le Plan Marshall est un bon exemple du *big push*. Mais l'Europe disposait de l'input économique le plus coûteux à créer et à développer en termes d'argent et de temps : le capital humain. On a tenté d'appliquer le même procédé au Tiers monde : l'échec a été flagrant. Les processus, ici, ont été beaucoup plus lents.

— La fin de cette époque est imprégnée de pessimisme. Si le sous-développement était une conséquence du développement, les termes de l'échange allaient inexorablement à l'encontre du Tiers monde, producteur et exportateur de matières premières. Le libre-échange n'était pas une bonne solution. Il fallait fermer l'économie, croître vers l'intérieur. C'est l'époque de la politique de substitution d'importations. La priorité est donnée à la création d'un tissu industriel propre, même si ce n'est pas efficace.

L'époque dorée de l'expansion globale

Cette phase se situe à la fin des années 60 et couvre une partie des années 70. C'est l'époque des « miracles » économiques, c'est une époque de croissance soutenue des pays industrialisés jamais vue jusqu'alors. Le processus d'intégration régionale et globale commence à apparaître. L'internationalisation du capital est déjà en cours et le commerce extérieur s'accroît fortement. Les priorités économiques se modifient avec les époques.

— Devant la priorité donnée à « l'économie à outrance », et vu les résultats obtenus, on commence à parler de chômage, de marché du travail, de pauvreté. La croissance et la redistribution doivent désormais aller de pair.

— La Banque mondiale commence à évoquer l'investissement dans le capital humain. Les systèmes éducatifs, la formation du personnel, comme conséquence du succès du Plan Marshall, apparais-

sent dans les textes sous le nom de « facteur résiduel » des modèles de croissance.

— On commence à juger excessive l'intervention de l'État dans le domaine économique à travers les plans de développement. L'incertitude économique qui fait son apparition à la fin de cette phase rend ces mêmes plans trop lourds et trop rigides. Il s'agit de rechercher des instruments plus flexibles. C'est ainsi que l'on se tourne vers le marché.

— La pauvreté du Tiers monde et la misère du quart monde commencent à être une source de préoccupation dans les pays industrialisés, même si ce n'est encore que le fait d'un petit nombre d'individus et d'institutions. La préoccupation de l'agriculture apparaît comme la réaction à une politique d'industrialisation à outrance et à l'apparition du déficit alimentaire dans de nombreux pays.

— Les critiques portant sur l'aide extérieure et ses effets négatifs sur le fonctionnement des marchés nationaux se multiplient, s'adressant tout particulièrement aux multinationales et à leurs procédés.

— On commence à penser que le commerce international peut constituer le moteur de la croissance. Il convient donc d'ouvrir les économies et d'y introduire un processus d'internationalisation du capital. L'heure des dragons et des tigres asiatiques est arrivée. Après celle de l'Amérique hispanophone, voici l'ère de l'Asie.

Le Maghreb a obtenu son indépendance. La CE a été créée et la France, membre éminent de cette dernière, élabore une politique de coopération avec ses anciennes colonies. Après la convention de Lomé, c'est maintenant le tour de la Méditerranée. C'est la Politique globale méditerranéenne proposée par le président Pompidou qui sera son instrument de développement. Au départ, il ne s'agit que d'un concept qui ne se traduira par des politiques concrètes qu'en 1978. Cette coopération économique entre la CE et le Maghreb prend la forme d'avantages commerciaux. En outre, une coopération financière, par le biais d'un protocole, et une coopération institutionnelle sont également prévues. Cette politique est encore en vigueur aujourd'hui avec la quatrième génération de protocoles. Ses principes de base pour la stratégie de développement coïncident avec celles appliquées par la Banque mondiale et sont en vogue dans la littérature économique. On peut dire que la PGM est orthodoxe et n'apporte aucune innovation.

Le dur réveil

Cette époque est une époque de pessimisme justifié par les difficultés de la fin des années 70 et des années 80 : les fléaux en Afrique, le coup de frein de la croissance latino-américaine, les conséquences de la récession mondiale et surtout, la dette du Tiers monde qui pèse lourdement sur ces pays. Les flux de capitaux désormais s'inversent et ne vont plus dans le sens Nord-Sud, mais Sud-Nord.

— C'est une époque de régression. Le problème n'est plus celui du développement, mais de la survie.

— A une époque de survie, l'attention se porte sur la nutrition, la santé, la planification familiale, etc. Le développement économique s'humanise au milieu du désastre économique. On parle de ressources humaines et les économistes commencent à penser qu'après tout, l'aspect économique n'est pas plus important que l'aspect humain et qu'il faut en priorité minimiser l'impact de la récession sur les classes les plus faibles.

— Le marché est toujours maître de l'économie, mais ici aussi soufflent les vents de l'humanisation. Le marché est contrôlé, non plus par un gouvernement centralisé, mais par un système décentralisé plus local avec une plus grande participation populaire.

— Le débat sur l'industrialisation et le développement agricole est en perte de vitesse. On commence à évoquer les capacités de production des pays. Dans le cadre du commerce international, il est devenu nécessaire de chercher des créneaux sur les marchés internationaux pour placer la production nationale. On parle à présent de produits et de secteurs de production précis : chaussure, textile, construction navale, etc.

— Aide extérieure ? Une grande partie du Tiers monde rembourse sa dette aux pays industrialisés. Ces derniers continuent à lui accorder des crédits pour qu'il puisse régler les intérêts. Les États-Unis deviennent le principal créancier. Les systèmes financier et monétaire passent avec difficulté l'épreuve de la dette.

— Une régionalisation du commerce international commence à se faire jour. Un monde multipolaire, ou plus exactement tripolaire se dessine : l'Amérique du Nord (États-Unis, Canada et Mexique), la CE, enfin le Japon avec les dragons. Chacune de ces puissances économiques a ses périphéries, ses territoires géographiquement contigus où se concentrent ses préoccupations. Dans ce contexte, où en sommes-nous et où allons-nous ?

Les perspectives d'avenir à moyen terme sont fort optimistes. Tout d'abord, l'ouverture de l'Est et de l'ex-Union soviétique est une réalité. Il est certain que de nombreuses difficultés politiques et économiques se présentent à long terme, mais une fois qu'elles seront résolues, l'Est européen deviendra la « grande frontière ». Un nouveau territoire s'ouvre qui représente un grand marché doté d'une main-d'œuvre bien formée. La conjugaison de la CEI ou la République de Russie avec des matières premières abondantes et de la CE, des États-Unis et du Japon, disposant du capital et de la technologie pour les développer, voilà un scénario qui s'avérera convaincant et attirant pour certains gouvernements. Malgré les difficultés à court terme, la volonté de progrès des peuples, au bout du compte, ouvrira la voie. L'attraction vers cette nouvelle frontière est le second facteur d'optimisme. La transformation des pays en voie de développement est un fait clairement démontré par les chiffres. Bien sûr, il existe encore des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique qui ne sont pas sortis de la pauvreté. D'autres cependant, en ont bel et bien émergé : le Brésil, le Mexique, le Venezuela, le Chili, l'Inde, l'Indonésie, le Nigeria, les dragons asiatiques en voie de consolidation. La révolution dans le Tiers monde est moins spectaculaire que celle de l'Est et se trouve exposée à davantage de dangers. Il faut pourtant signaler des éléments très positifs quant au changement d'attitude à l'égard des politiques de développement et du rôle de l'État dans ce processus. Les gouvernements sont davantage disposés à accepter le jeu du marché. On insiste davantage sur la qualité et les types d'investissement que sur la quantité. Il incombe au gouvernement d'assurer un certain niveau de compétence au système et de l'exposer à la concurrence internationale. Les décisions sont prises par les individus et les entreprises. L'État doit aussi maintenir la loi et l'ordre et le contexte de stabilité nécessaire pour que l'activité économique se déroule sans à-coups. Les gouvernements ont appris le danger de l'inflation qui empêche le système des prix et l'investissement de fonctionner efficacement. Ils ont appris à intervenir par le biais de réformes structurelles programmées. Cet apprentissage a été dur mais l'intervention des gouvernements aux moments opportuns pourra donner des résultats surprenants pendant la prochaine décennie.

Que s'est-il passé entre-temps au Maghreb ? Pendant les années 80, la CE a cherché à renouveler la PGM devenue obsolète, et ceci principalement en raison de son élargissement vers le Sud. L'adhésion de l'Espagne et du Portugal rendent ce renouvellement d'autant plus nécessaire, de même que d'autres facteurs : la disparition de

la confrontation Est-Ouest, l'ouverture de l'Est, et en conséquence, l'apparition sur le devant de la scène de la réalité économique et sociale de la frontière Sud.

L'adhésion de l'Espagne en tant que membre de plein droit de la CE va poser le problème de l'agriculture maghrébine, en particulier pour le Maroc. Il convient de définir une nouvelle conception de la coopération, d'autant plus que la PGM n'a pas donné les résultats escomptés. C'est l'ouverture de l'Est, cependant, qui va mettre la CE devant le besoin de trouver un équilibre entre les relations avec l'Est et les relations avec le Sud. La CE est d'avis qu'il lui faut développer économiquement et politiquement les territoires voisins de ses frontières pour des raisons de sécurité. Ces espaces, Est et Sud, sont très différents, mais la coopération économique élaborée à Bruxelles se doit d'être cohérente, de même que d'un point de vue politique, il ne peut y avoir de disparités sensibles. Les deux espaces sont en concurrence pour les fonds budgétaires et les aides. Le retard économique, la situation sociale et politique de l'Est comme du Sud sont une source d'inquiétude. Le contexte du Sud, voilé jusqu'ici par la préoccupation de la confrontation Est-Ouest, favorise l'islamisme radical, perçu comme négatif pour les relations CE-Maghreb. D'autre part, l'immigration marocaine au sein de la CE voit l'opinion publique communautaire lui devenir hostile. Cette opinion est exploitée par l'extrême droite, qui anime des sentiments racistes et xénophobes chez une minorité très active de la population.

Tous ces facteurs sont pondérés par les responsables communautaires à Bruxelles qui jugent vitale la stabilité de la Méditerranée occidentale surtout, pour la sécurité de la CE. On veut donc créer de nouvelles relations avec le Maghreb. Celles-ci vont se développer dans un premier temps dans le cadre de la Politique méditerranéenne renouvelée (PMR). Cependant, les événements historiques vont rapidement se superposer aux décisions de Bruxelles. La crise algérienne, les négociations de ratification du protocole marocain au Parlement européen en janvier 1992, vont dans une large mesure invalider la PMR. La CE, dans bien des cas, a trop tardé à se tourner vers la Méditerranée, et ses actions ont souvent été trop faibles. Aujourd'hui, la réaction s'accélère. La Commission propose la création d'une zone de libre-échange et offre même la possibilité d'un changement de la nature des relations avec le Maghreb. Une ère d'espoir et de scepticisme s'ouvre à nouveau.

En dépit du pessimisme qui règne dans certains milieux, nous estimons que les pays du Tiers monde connaissent une croissance

qui est plus rapide que celle des pays industrialisés à des étapes comparables. Il a fallu 60 ans au Royaume-Uni pour doubler son revenu national, 50 aux États-Unis, 35 au Japon, 20 à la Turquie, 18 au Brésil, 11 à la Corée du Sud et 10 au Chili. Cette évolution est due sans doute au progrès technologique qui permet une croissance plus rapide. Il est vrai que certains pays souffrent de stagnation, voire de régression, et que les différences relatives s'aggravent dans certains cas. On commence pourtant à identifier avec une certaine clarté les politiques économiques qui fonctionnent. Elles entraînent bien sûr des coûts sociaux. C'est aux gouvernements qu'il revient d'en décider.

Codéveloppement économique

On ne saurait être excessivement pessimiste après ce panorama historique. Des progrès ont bel et bien été réalisés. En termes absolus, le Tiers monde a connu une croissance économique significative. En termes relatifs, il est vrai que le fossé avec le monde développé s'est creusé, mais l'amélioration ne peut être niée. L'économie en sait beaucoup plus sur le processus de développement, les politiques ont été testées et perfectionnées, les mécanismes, les institutions et les statistiques sont meilleurs et fonctionnent mieux. Par conséquent, le bilan est positif, même si l'on ne peut pour autant crier victoire.

La CE, dans les documents préparatoires pour l'approbation d'une nouvelle politique méditerranéenne, la PMR, a commencé à employer le terme de codéveloppement. S'il n'est pas défini explicitement, on peut toutefois penser qu'il trouve son origine dans un certain épuisement du vocabulaire. Il s'agit de trouver de nouveaux mots qui illustrent la volonté de changement, même si ce changement est perçu comme difficile.

Nous croyons, quant à nous, qu'à toutes les époques, on a parlé de la même chose. Ce dont il s'agit, au fond, c'est de moderniser la société ; c'est cela que signifie le développement économique d'un pays. Au-delà d'une simple transformation économique, c'est un phénomène social et culturel, et c'est pourquoi le processus est difficile. Ce n'est pas uniquement le comportement économique qui doit changer, mais aussi la mentalité et le comportement social. Les économistes, quant à eux, ont tendance à simplifier en affir-

mant que le premier pas est celui du changement économique qui induira le calme nécessaire pour que se produisent les autres changements.

Nous nous efforcerons à présent de donner un contenu au concept en définissant ses caractéristiques. Le concept est sans aucun doute un produit de notre époque et des idées qui dominent la pensée économique actuelle, que nous avons analysée dans les pages précédentes. Les principales caractéristiques sont les suivantes :

— Il ne s'agit plus aujourd'hui de réaliser la croissance à tout prix. L'objectif est d'assurer croissance et redistribution. L'aspect social, l'homme, est prioritaire, la lutte contre la pauvreté doit donc se faire sur tous les fronts. Mais ce n'est pas tout. La redistribution ne peut se faire sans la démocratie ; ainsi, le développement économique doit être réalisé à partir de la démocratie politique et du respect des droits de l'homme. Il convient par conséquent de moderniser la société et le pays. Il s'agit du développement économique dans un contexte de libertés politiques. Il s'agit de placer l'homme au cœur du processus économique. Il faut humaniser l'économie. Pour ce faire, on doit penser au long terme, situer les objectifs et introduire le discours de l'éthique.

— Les libertés nous amènent au mécanisme du marché. Il faut une cohérence entre le politique et l'économique. Pour le politique, assurer la défense des libertés individuelles, mais sans oublier le cadrage collectif. Pour l'économique, permettre la liberté des décisions garantie par le marché, mais sans négliger le discours éthique. La planification reste minime, elle devient un simple exercice de discipline budgétaire.

Cela ne signifie pas pour autant que le système smithien fondé sur l'égoïsme et l'individualité disparaisse ; simplement, il est freiné. Par exemple, une CE qui doit faire face au problème de l'immigration en provenance du sud de la Méditerranée ne pourra négliger ses propres intérêts dans l'élaboration d'une politique méditerranéenne. Les grandes différences de revenu entre les deux rives sont inadmissibles du point de vue éthique. En outre, « l'effet télévision » se fait sentir des deux côtés : au Sud, le Nord est présenté comme un pôle d'attraction, un eldorado à atteindre. Au Nord, c'est l'éveil de notre petite conscience au Tiers monde, après la vision des scènes de misère sur le petit écran.

Les technocrates, se fondant sur une réalité qui leur est sans doute bien familière posent le problème de l'opérationnalité : comment réaliser une coopération efficace, comment transformer ces

sentiments éthiques en réalité, et ceci dans un espace économique où la corruption au sein de l'administration et du gouvernement est profonde. Les ONG, à la confluence du public et du privé, sont une voie possible. Sans constituer pour autant la solution, elles ont une contribution importante à apporter au processus de développement, surtout dans les zones rurales.

La dignité aussi, doit caractériser le processus. Au niveau national, dans un État souverain, il existe des mécanismes de transfert de revenus, des dons caritatifs aux impôts progressifs. Qu'en est-il au niveau international ? Peut-on concevoir des procédés fondés sur le mécanisme du codéveloppement et de la coresponsabilité ? Ce type d'aide porte généralement sur les petits projets qui ont cependant leur impact. Ils permettraient de fixer la population dans les campagnes en évitant l'émigration vers les villes qui constitue le premier pas vers l'émigration vers le Nord.

— Ce schéma ne pourrait-il pas servir au développement de la petite et moyenne entreprise urbaine ? Les ONG pourraient apporter une aide imaginative sous la forme de formation, de consultation, etc. Pour promouvoir cette dynamique, des partenaires locaux bien formés, dotés de bonne connaissance et inspirant confiance seraient nécessaires. Les ONG peuvent être utiles à cet égard. Il convient de transmettre le sens de la coresponsabilité à la société civile qui est le grand acteur du développement. Cela ne représente pas une cession de la souveraineté. Le protagonisme des sociétés civiles à travers différentes formes de représentativité est une autre des caractéristiques du codéveloppement. Ce concept de codéveloppement doit également reposer sur l'acceptation de la part des deux élites (au Nord et au Sud) de leurs responsabilités. Il s'agit de remiser le passé et de coopérer pour atteindre les objectifs, coude à coude, et sur un pied d'égalité. Les élites doivent s'engager et se coresponsabiliser pour la coopération. Il est clair, cependant, que la corruption, l'absence de démocratie et la négation du système de partis multiples et du bien-être économique qui sévisent chez les peuples du Sud, du fait de leurs élites, ne relèvent pas de la responsabilité du Nord, mais bien de celle du Sud.

Cette coresponsabilité économique pourrait prendre la forme d'une Agence régionale de développement, avec un partage clair des responsabilités et des décisions entre les différentes parties. Utopie ? Peut-être, mais qui vaut bien la peine d'être poursuivie. D'ailleurs, les calculs effectués par A. Salvatore (10) démontrent que si

(10) *Op. cit.*

l'on réunissait 12 % des dépenses d'armement encourues pendant les années 80, on serait près d'obtenir la capacité financière nécessaire pour atteindre cette utopie. Il s'agit maintenant de convaincre les peuples et ceux qui les gouvernent.

— L'accumulation de capital ne constitue plus le moteur ; c'est la technologie qui prend le pas. La formation scientifique et technique et la recherche deviennent ainsi prioritaires. La technologie est aujourd'hui entre les mains de l'entreprise privée dans le monde industrialisé. Or, on peut attirer les entreprises privées à condition que les bénéfices potentiels existent. C'est effectivement le cas dans les pays du Tiers monde, si le risque politique est absent, et donc, s'il y a démocratie. Il faut effectuer des transformations dans l'environnement politique et économique pour attirer les entreprises étrangères. Auparavant, l'aide était bilatérale ou multilatérale et émanait des gouvernements et des institutions internationales. Aujourd'hui, c'est de technologie, et non plus de capital qu'il s'agit, et celle-là est privée. En outre, l'apparition massive des joint-ventures, qui ne sont qu'une facette du caractère de coresponsabilité de la nouvelle conception du codéveloppement, est une donnée neuve. Pour que ces joint-ventures soient possibles, il faut des hommes d'affaires préparés. La CE est consciente de cet ingrédient essentiel et a introduit dans la PMR et ses protocoles financiers une aide spécifique pour ce type d'action.

— L'industrie, les services et l'agriculture peuvent faire l'objet de ces joint-ventures. Ce sont les créneaux du marché et la technologie qui déterminent quels articles peuvent être produits plus efficacement par le pays en question, en vertu de la nouvelle division du travail. Ces créneaux doivent s'insérer dans un système ouvert et compétitif.

— La constitution de puissances économiques avec leur périphérie accroît l'interdépendance. La coresponsabilité est donc nécessaire pour résoudre les problèmes. Un fossé trop grand entre le centre et la périphérie serait préjudiciable pour les deux parties et renforcerait un flux migratoire également perturbateur pour les deux. Le contraste entre l'abondance et la misère est le meilleur moteur de l'instabilité et de la migration. Le codéveloppement cherche à résoudre des problèmes propres en agissant dans des territoires étrangers. Et c'est ce qui explique notre optimisme : pour la première fois, le sous-développement n'est pas perçu comme un problème circonscrit au pays en question. Le sous-développement des autres engendre des problèmes réels et immédiats dans notre propre territoire. Il faut donc agir avec diligence. Développer en

s'assurant des résultats, en sachant que la coresponsabilité de la périphérie résout de nombreux problèmes. Dans le nouveau concept de codéveloppement, la ligne d'action est claire. D'aucuns pourront penser que ce concept repose sur une position égoïste, et ils auront raison. D'où, encore une fois, notre optimisme. Les économistes néoclassiques ne trouvent rien à redire, en fin de compte. Le développement du marché selon Adam Smith repose aussi sur l'égoïsme individuel. C'est la « main invisible » qui agence, aplanit, maximise et assure la coordination. Aujourd'hui, c'est d'une « main invisible internationale » qu'il s'agit : c'est plus complexe, bien sûr, mais cela pourrait aussi être efficace, avec un peu de chance !

— Ce concept de codéveloppement est aussi lié à l'apparition d'un nouveau concept de sécurité. Jusqu'à présent, qui disait sécurité disait aspect militaire. Les raisons en étaient claires. L'affrontement Est-Ouest imposait cette logique. La disparition de l'Union soviétique avec son idéologie et sa position de domination tournée vers la confrontation, rend nécessaire un changement du concept de sécurité. Le concept de menace, et donc celui de sécurité, doit devenir pluridisciplinaire. La facette militaire, sans disparaître, doit céder le pas à d'autres composantes qui apparaissent avec force : l'économie, la culture, la démographie, l'environnement, etc. Nous ne sommes plus devant le court terme, devant la menace d'une confrontation entre puissances. Nous nous trouvons devant une approche globale des problèmes et le besoin de les résoudre par des solutions valides à long terme. Le concept de menace a de multiples facettes, « menace octogonale », menace intégrée. La réponse passe par une politique de sécurité intégrée avec une facette économique, sachant que des conséquences négatives importantes peuvent découler de la disparité de revenus entre le Nord et le Sud, et plus spécifiquement entre la rive nord et la rive sud de la Méditerranée. Cette disparité peut se traduire par l'émigration, par l'instabilité politique et sociale. Ainsi, la réponse de la politique stratégique à long terme est le codéveloppement pluridisciplinaire : économie, démographie, environnement, etc. ; et ceci sous une coresponsabilité régionale et avec des protagonistes actifs qui seront les moteurs du mécanisme : les sociétés civiles, fondées sur les principes de la démocratie et du respect des droits de l'homme. Cette mission pourrait être remplie à travers des mécanismes tels que la CSCM et les Cinq plus Cinq.

Il est évident que le développement et la mise en œuvre de ces concepts pluridisciplinaires constitueront un processus difficile et peut-être utopique, mais il vaut la peine d'être tenté. Utopie ?

Peut-être pas. La situation internationale permet de nourrir un espoir. Il ne fait pas de doute que pour permettre le développement économique, il faut aujourd'hui miser sur le capital humain et la technologie, mais le capital physique n'est pas moins nécessaire. La dette accumulée par le Tiers monde ne prête pas à l'optimisme. Et pourtant, la détente existante peut permettre le transfert des dépenses militaires actuelles des pays développés comme des pays en voie de développement. La disparition de la tension Est-Ouest fait de l'utopie une réalité.

Il est clair que si la CE se consacre exclusivement à l'Est au détriment du Maghreb, les conséquences tant pour le Maghreb que pour la CE seront dramatiques. La Méditerranée est devenue la frontière la plus instable de la CE. On ne saurait cependant en déduire que le Sud doit être perçu comme une zone de conflit et l'Est comme une zone de coopération. Ce serait là une grave erreur politique que la CE ne peut se permettre. La Méditerranée doit aussi devenir zone de coopération. La CE ne peut plus percevoir le Sud et/ou l'islam comme un ennemi mais comme une zone nécessaire et souhaitable dans le cadre de sa politique extérieure et de sécurité. Elle doit s'approcher de la Méditerranée et établir le dialogue. Voilà d'ailleurs l'orientation que semblent avoir adoptée ses ministres des Affaires étrangères, bien que ce soit à notre sens avec trop de lenteur et de timidité. Récemment, ces mêmes ministres ont proposé la création d'une zone de libre-échange avec le Maroc, qui pourra plus tard s'étendre à d'autres pays du Maghreb et de la Méditerranée. C'est la bonne voie, pourvu qu'elle signifie un réel changement dans la nature des relations.

Des études réalisées telles que celle de A. Salvatore (11) font apparaître la pénible réalité de l'accroissement des dépenses militaires dans les pays en voie de développement et les moins développés, et cela sans compter les dépenses dont on n'est pas informé et qui sont considérables dans ces pays. Ces derniers devraient renoncer à la violence afin que l'aide internationale soit conditionnée non seulement par le respect de la vie humaine, mais aussi par l'acceptation de la négociation et de l'arbitrage international pour la résolution des conflits.

Les données des Nations unies montrent que des transferts des dépenses militaires actuelles vers les projets de développement à raison de 6 à 12 % pourraient accroître de 7 à 8 % le revenu réel per capita. On considère dans le monde développé qu'il est abso-

(11) A. Salvatore, *op. cit.*

lument irrationnel pour ces pays de maintenir un tel niveau de dépenses militaires. Un changement de mentalité à cet égard pourra peut-être faire de l'utopie une réalité.

Bibliographie

- GRIFFIN Keith, « Thinking about Development : The Longer View », *Development* 2/3, 1988, pp. 5-8.
- SALVATORE A., « Ethics and Increasing International Income Inequalities », *Journal of Regional Policy*, Rome, vol. II, juillet/déc. 1991.
- ARTADI José María, *Razón económica y razón ética*, Ed. Sal Terrae, Cuadernos de Fe y Secularidad, Madrid, 1990.